

5 mars 2024



Perspectives économiques et financières

Mars 2024



BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Ce rapport fournit une projection de base pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires potentiels dans le contexte actuel des politiques.

Contributeurs :

Lisa Barkova, analyste
Robert Behrend, conseiller-analyste
Régine Cléophat, analyste
Mark Creighton, analyste
Matt Dong, analyste
Rolande Kpekou Tossou, analyste principale
Marianne Laurin, analyste
Katarina Michalyshyn, analyste principale
Nora Nahornick, conseillère-analyste
Ulysse Robert-Lacroix, analyste
Tim Scholz, conseiller-analyste
Jason Stanton, conseiller-analyste
Zachary Vrhovsek, analyste

Préparé sous la supervision de :

Kristina Grinshpoon, directrice
Chris Matier, directeur général
Diarra Sourang, directrice

Nancy Beauchamp, Marie-Eve Hamel Laberge et Martine Perreault ont contribué à la préparation du rapport pour publication. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez [contacter le Bureau du directeur parlementaire du budget](#).

Yves Giroux,
Directeur parlementaire du budget

Table des matières

Faits saillants.....	1
Résumé	3
Perspectives économiques.....	3
Perspectives financières.....	5
Risques et incertitude.....	10
Annexe A: Perspectives économiques détaillées	15
Annexe B: Composition du PIB nominal.....	16
Annexe C: Perspectives de revenus détaillées.....	17
Annexe D: Perspectives détaillées des dépenses	18
Annexe E: Compte des opérations de l'assurance-emploi	19
Annexe F: Charges de programmes directes	20
Annexe G: Perspectives concernant la dette fédérale.....	21
Annexe H: Comparaison des perspectives par rapport à celles d'octobre 2023	22
Annexe I: Comparaison des perspectives par rapport à celles de l'Énoncé économique de l'automne de 2023.....	24
Notes	26

Faits saillants

Le directeur parlementaire du budget (DPB) s'attend à ce que la croissance de l'économie canadienne demeure léthargique tout au long de 2024. La politique monétaire restrictive devrait limiter la croissance des dépenses de consommation au cours de la première moitié de l'année et freiner l'investissement résidentiel tout au long de celle-ci. L'investissement en stocks devrait freiner la croissance à mesure que les entreprises reculent dans la constitution de leurs stocks.

Avec l'augmentation de l'offre excédentaire dans l'économie et la baisse des prix des produits de base, le DPB prévoit que l'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) reviendra à sa cible de 2 % d'ici la fin de 2024. L'inflation de l'IPC étant en bonne voie de revenir à sa cible plus tard cette année, nous nous attendons toujours à ce que la Banque du Canada commence à baisser son taux directeur en avril.

Le DPB s'attend à ce que le déficit budgétaire augmente à 46,8 milliards de dollars (1,6 % du produit intérieur brut (PIB)) en 2023-2024 par rapport au déficit de 35,3 milliards de dollars (1,3 % du PIB) enregistré en 2022-2023. En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait revenir sur sa trajectoire descendante et passer à 16,9 milliards de dollars (0,5 % du PIB) en 2028-2029.

Le DPB s'attend à ce que le ratio de la dette fédérale au PIB augmente par rapport à son niveau de 41,7 % en 2022-2023 pour s'établir à 42,4 % en 2023-2024 et 42,5 % en 2024-2025. En supposant qu'aucune nouvelle mesure ne soit prise et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le ratio de la dette fédérale devrait atteindre 39,2 % en

2028-2029, mais rester supérieur à son niveau d'avant la pandémie, qui était de 31,2 % du PIB en 2019-2020.

Le DPB s'attend à ce que le ratio du service de la dette (c'est-à-dire les frais de la dette publique par rapport aux recettes totales) augmente, passant de 7,8 % en 2022-2023 à 10,2 % en 2023-2024. Étant donné que le taux d'intérêt effectif sur la dette sera plus élevé en 2024-2025, nous nous attendons à ce que le ratio du service de la dette augmente encore et s'établisse à 10,7 % en moyenne jusqu'en 2028-2029, bien au-dessus du niveau plancher prépandémique de 7,0 % en 2018-2019.

Résumé

Le présent rapport fournit une projection de base pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires potentiels dans le contexte actuel des politiques. Nos perspectives intègrent les données économiques allant jusqu'au 20 février. Elles comprennent aussi de nouvelles mesures annoncées par le gouvernement dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et jusqu'au 1^{er} février. On trouvera ci-dessous un aperçu condensé des Perspectives économiques et financières (PEF) du DPB. Les détails des projections sont fournis aux annexes A à I. Une version accessible des annexes se trouve sur le [site Web du DPB](#).

Perspectives économiques

Les données récentes¹ suggèrent que l'économie canadienne a stagné au cours du deuxième semestre de l'année dernière, laissant le PIB réel du quatrième trimestre essentiellement inchangé par rapport à son niveau du deuxième trimestre. En termes de croissance annuelle, nous estimons que le PIB réel a augmenté de 1,1 % en 2023.

Nous nous attendons à ce que la croissance de l'économie canadienne demeure léthargique tout au long de 2024 et à ce que la croissance trimestrielle du PIB réel tourne autour de 1 % (aux taux annualisés). La politique monétaire restrictive devrait limiter la croissance des dépenses de consommation au cours de la première moitié de l'année et freiner l'investissement résidentiel tout au long de celle-ci. Nous prévoyons que la croissance des exportations ralentira en réponse au ralentissement de l'économie américaine et que l'investissement en stocks freinera la croissance à mesure que les entreprises reculent dans la constitution de leurs stocks.

Nous projetons une reprise de la croissance annuelle du PIB réel en 2025 à 2,4 %, à mesure que les dépenses de consommation se redresseront et que le ralentissement causé par la baisse d'investissements en stocks se résorbera (tableau 1). De 2026 à 2028, nous prévoyons que la croissance du PIB réel sera en moyenne de 2,1 % par année, ce qui est légèrement supérieur à notre estimation de la croissance de la production potentielle (1,9 %) pour la même période.

Tableau 1

Sommaire des perspectives économiques, en pourcentage (à moins d'indication contraire)

Exercice financier	2022	2023	2024	2025	2026-2028
Croissance du PIB réel	3,8	1,1	0,8	2,4	2,1
Taux de chômage	5,0	5,8	5,9	5,7	5,5
Prix du pétrole WTI (\$ US)	95	78	74	70	71
Inflation de l'IPC	6,8	3,9	2,4	1,9	1,9
Taux directeur de la Banque du Canada	4,25	5,00	3,50	2,50	2,50

Source :

Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

La période de prévision va de 2023 à 2028. Le taux de chômage et le taux directeur de la Banque du Canada sont des valeurs de fin de période.

Malgré de nouvelles baisses du taux de participation à la population active, le taux de chômage reste élevé, atteignant 5,7 % en janvier, étant donné que la hausse modérée du nombre d'emplois créés est demeurée inférieure à la croissance solide de la population.

Compte tenu de la faiblesse de la croissance économique, nous nous attendons à ce que le taux de chômage augmente, passant à 5,9 % au cours du deuxième semestre de l'année. Nous nous attendons à ce que le taux de chômage s'établisse en moyenne à 5,9 % pendant la première moitié de

2025 avant de baisser progressivement à 5,5 % à mesure que la croissance du PIB réel dépasse celle de la production potentielle sur le moyen terme.

Avec l'augmentation de l'offre excédentaire dans l'économie et la baisse des prix des produits de base, nous projetons que l'inflation des prix à la consommation² reviendra à sa cible de 2 % d'ici la fin de 2024 (sur une base trimestrielle) et s'établira en moyenne à 1,9 % de 2025 à 2027 à mesure que l'économie revient progressivement à sa production potentielle et que l'offre excédentaire diminue.

L'inflation de l'IPC étant en bonne voie de revenir à sa cible de 2 %, nous prévoyons que la Banque du Canada commencera à abaisser son taux directeur en avril cette année³. Nous supposons que le taux directeur sera réduit de 25 points de base à chaque date d'annonce fixée, ce qui ramènera le taux à son niveau neutre estimé de 2,5 % au deuxième trimestre de 2025.

Dans l'ensemble, nos perspectives pour le PIB nominal – la mesure la plus importante de l'assiette fiscale du gouvernement – sont plus faibles que ce que nous avons indiqué dans nos [Perspectives économiques et financières \(PEF\) d'octobre](#), ce qui est principalement attribuable aux révisions à la baisse de l'inflation du PIB⁴. Le niveau du PIB nominal, rajusté afin de tenir compte des révisions historiques⁵, devrait être de 23,4 milliards de dollars plus bas, en moyenne, de 2023 à 2028, que ce que nous avons indiqué dans nos perspectives d'octobre.

Perspectives financières

Rappelons que le DPB a préparé ses perspectives d'octobre avant le dépôt des comptes publics 2022-2023⁶. Les résultats pour l'exercice 2022-2023 ont enregistré un déficit budgétaire de 35,3 milliards de dollars (1,3 % du PIB) – légèrement inférieur à notre estimation de 38,7 milliards de dollars (1,4 % du PIB) en octobre.

Nos perspectives du statu quo comprennent les nouvelles mesures annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et jusqu'au 1^{er} février. Ensemble, les nouvelles mesures représentent de nouvelles dépenses (nettes) de 8,1 milliards de dollars de 2023-2024 à 2028-2029⁷.

Pour l'exercice financier actuel, soit 2023-2024, nous projetons une augmentation du déficit, à 46,8 milliards de dollars (1,6 % du PIB) en raison de la croissance plus lente des recettes et des dépenses plus élevées (tableau 2).

En 2024-2025, en supposant qu'aucune nouvelle mesure n'est introduite et que les mesures temporaires existantes prennent fin comme prévu, le déficit budgétaire devrait reprendre sa trajectoire descendante pour atteindre 16,9 milliards de dollars (0,5 % du PIB) en 2028-2029, alors que la croissance des recettes fiscales suit l'augmentation du PIB nominal et que la croissance des dépenses de programme reste relativement limitée.

Tableau 2

Résumé des perspectives financières, en milliards de dollars (à moins d'indication contraire)

Exercice financier	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Revenus	447,8	457,4	483,2	503,9	527,3	550,6	576,5
Dépenses de programmes	438,6	450,0	469,1	483,5	495,8	514,5	533,3
Frais de la dette publique	35,0	46,7	52,1	52,9	56,5	59,5	62,0
Pertes actuarielles	9,6	7,6	2,8	3,1	0,1	0,9	-1,8
Charges	483,1	504,2	524,0	539,5	552,5	575,0	593,4
Solde budgétaire	-35,3	-46,8	-40,8	-35,5	-25,1	-24,4	-16,9
Dette fédérale	1 173,0	1 220,7	1 261,5	1 297,1	1 322,2	1 346,6	1 363,6
Solde budgétaire, % du PIB	-1,3	-1,6	-1,4	-1,2	-0,8	-0,7	-0,5
Dette fédérale, % du PIB	41,7	42,4	42,5	42,0	41,2	40,3	39,2

Source :
Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

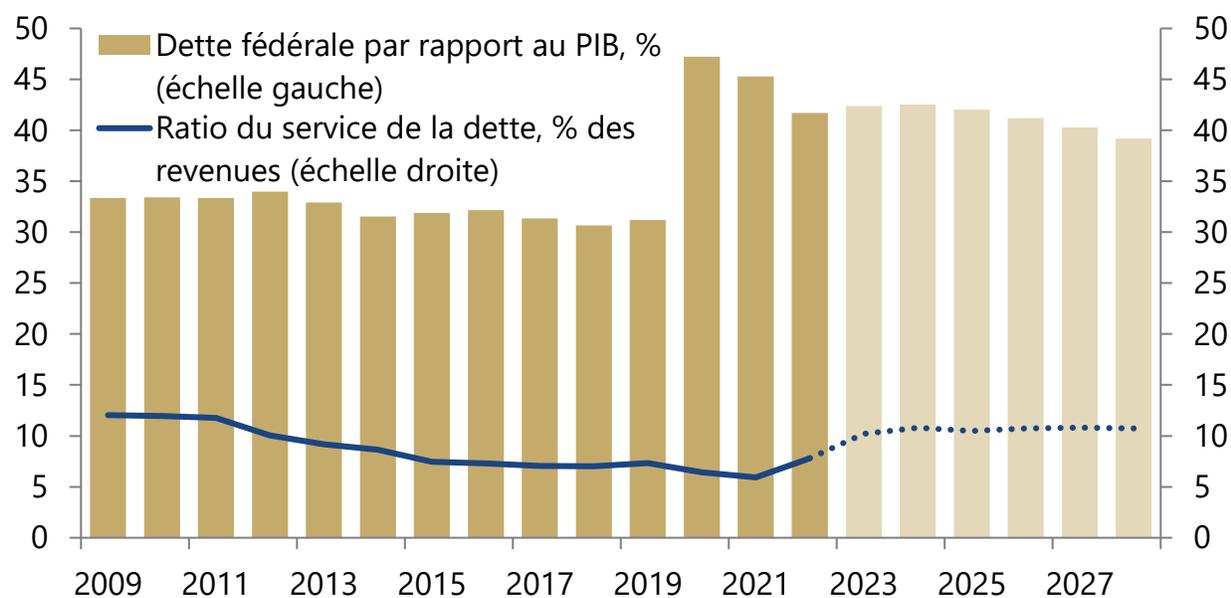
Le niveau projeté de la dette fédérale pour 2023-2024 comprend d'autres pertes exhaustives de 0,9 milliard de dollars et des pertes de réévaluation nettes sur les instruments financiers de [La revue financière de décembre 2023](#)⁸. La période de projection couvre les exercices 2023-2024 à 2028-2029. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Compte tenu de la hausse des taux d'intérêt, nous projetons que le ratio du service de la dette (soit le rapport entre les frais de la dette publique et les recettes totales) augmente, passant de 7,8 % en 2022-2023 à 10,2 % en 2023-2024 (Figure 1). Étant donné que le taux d'intérêt effectif sur la dette sera plus élevé en 2024-2025, nous nous attendons à ce que le ratio du service de la dette augmente encore et s'établisse à 10,7 % en moyenne jusqu'en 2028-2029, bien au-dessus du niveau plancher pré-pandémique de 7,0 % en 2018-2019.

En 2023-2024, étant donné la croissance plus lente du PIB nominal et l'augmentation du déficit budgétaire, nous nous attendons à ce que le ratio de la dette fédérale au PIB augmente à 42,4 %. Nous prévoyons ensuite qu'il augmentera légèrement pour atteindre 42,5 % en 2024-25 avant de baisser progressivement à 39,2 % d'ici 2028-2029, demeurant largement au-dessus de son niveau d'avant la pandémie de 31,2 % du PIB en 2019-2020. Le ratio de la dette fédérale au PIB devrait être de 0,7 points de pourcentage plus élevé, en moyenne, de 2023-2024 à 2028-2029 que ce qui était indiqué dans nos perspectives d'octobre.

Figure 1

Ratios de la dette fédérale et du service de la dette, en pourcentage



Description textuelle :

Les données de cette figure sont disponibles dans l'onglet « Figure 1 » du [dossier d'accessibilité](#).

Source :

Finances Canada, Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les données sont présentées par exercice financier (2023 correspond à l'exercice 2023-2024). La période de projection couvre les exercices 2023-2024 à 2028-2029.

Par rapport à nos perspectives d'octobre, nous prévoyons des déficits budgétaires supérieurs de 7,9 milliards de dollars, en moyenne, sur la période de 2023-2024 à 2028-2029. Cette augmentation est principalement attribuable à des révisions à la hausse à notre projection des charges de programme directes (y compris les nouvelles mesures) et les principaux transferts aux particuliers (tableau 3).

Nous avons revu à la hausse nos perspectives pour les autres recettes de 7,0 milliards de dollars par année, en moyenne, afin de tenir compte des revenus d'intérêts et des profits nets (des prêts, des placements et des avances aux sociétés d'État entreprises) plus importants que prévu, ainsi

que de la hausse des revenus d'intérêts et des pénalités sur la dette fiscale. Cela dit, la majeure partie de cette révision à la hausse est compensée par des frais de la dette publique plus élevés liés aux exigences d'emprunt accrues pour les opérations non budgétaires⁹.

Tableau 3

Évolution du solde budgétaire depuis octobre 2023, en milliards de dollars

Exercice financier	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Solde budgétaire – PEF d'octobre 2023	-38,7	-46,5	-33,2	-24,9	-15,1	-14,1	-8,2
Nouvelles mesures		-2,4	-2,6	-1,0	-0,7	-0,6	-0,7
Autres développements économiques et financiers	3,4	2,1	-4,9	-9,6	-9,3	-9,7	-8,0
Solde budgétaire – PEF de mars 2024	-35,3	-46,8	-40,8	-35,5	-25,1	-24,4	-16,9

Source :

Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les mesures supplémentaires comprennent celles annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023 et jusqu'au 1^{er} février. La période de projection couvre les exercices financiers 2023-2024 à 2028-2029. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

À l'exclusion des nouvelles mesures et de la révision à la hausse des autres recettes, nos perspectives pour les recettes sont de 1,0 milliards de dollars inférieurs par an, en moyenne, de 2023-2024 à 2028-2029, par rapport à notre projection d'octobre. Ceci est dû à des révisions à la baisse aux recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés, ainsi qu'aux droits d'importation, qui sont partiellement compensées par les révisions à la hausse des recettes tirées de l'impôt sur le revenu des particuliers.

À l'exclusion des nouvelles mesures et de la révision à la hausse des frais de la dette publique, nos perspectives pour les dépenses sont de 6,1 milliards de dollars plus élevés, en moyenne, de 2023-2024 à 2028-2029 par rapport

à notre projection d'octobre en raison des augmentations des charges de programme directes et des principaux transferts aux particuliers¹⁰.

Risques et incertitude

Nos perspectives fournissent une projection de base pour aider les parlementaires à évaluer les résultats économiques et budgétaires potentiels dans le contexte actuel des politiques (c'est-à-dire selon une base de référence du « statu quo »). En faisant abstraction des nouvelles mesures qui seront probablement annoncées dans le budget de 2024 du gouvernement, nous estimons que les risques liés à notre projection économique et budgétaire de base sont à peu près équilibrés¹¹.

En ce qui concerne les risques à la baisse, nous estimons que le risque le plus important est une incidence plus forte que prévu de la politique monétaire restrictive de la Banque du Canada, ce qui aurait des répercussions négatives sur l'économie du pays et sur les finances du gouvernement fédéral.

En ce qui concerne les risques de hausse, nous estimons que le risque le plus important est celui de la croissance des exportations plus élevée que prévu. La croissance solide du PIB réel des États-Unis ne ralentira peut-être pas aussi rapidement que prévu. Étant donné que la faiblesse des prix des produits de base exerce une pression à la baisse sur le dollar canadien, la croissance robuste des États-Unis pourrait mener les exportations canadiennes à dépasser notre projection.

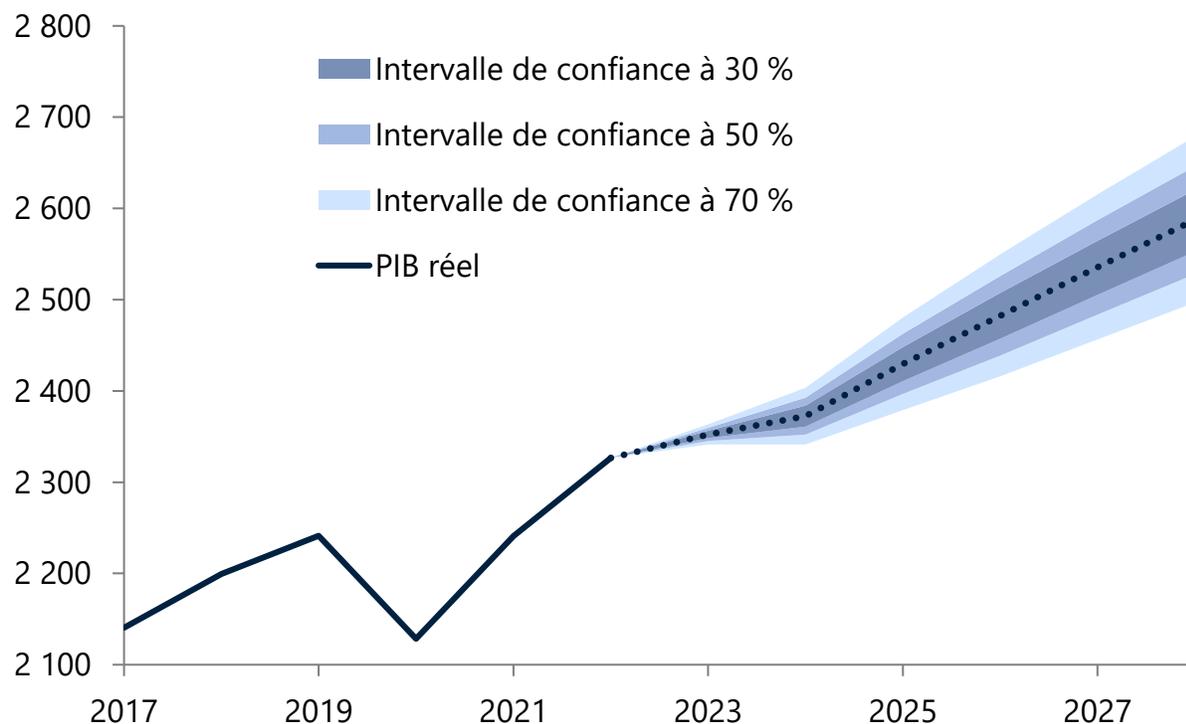
Pour illustrer l'incertitude relative aux perspectives économiques et budgétaires, nous construisons des distributions de résultats futurs possibles centrées sur notre projection de base. Ces distributions servent alors à calculer les intervalles de « confiance »¹².

Par rapport à notre projection de base de croissance du PIB réel (1,8 % par année, en moyenne, de 2023 à 2028), les intervalles de confiance de 30, 50

et 70 % illustrés dans la figure 2 sont compatibles avec une croissance annuelle moyenne de $\pm 0,2$, $\pm 0,4$ et $\pm 0,6$ point de pourcentage, respectivement. La limite inférieure de l'intervalle de confiance de 70 % en 2024 est compatible avec une baisse de 0,5 % du PIB réel par rapport à son niveau de base de 2023.

Figure 2

Incertitude relative aux perspectives du PIB réel, en milliards de dollars enchaînés (de 2017)



Description textuelle :

Les données de cette figure sont disponibles dans l'onglet « Figure 2 » du [dossier d'accessibilité](#).

Source :

Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

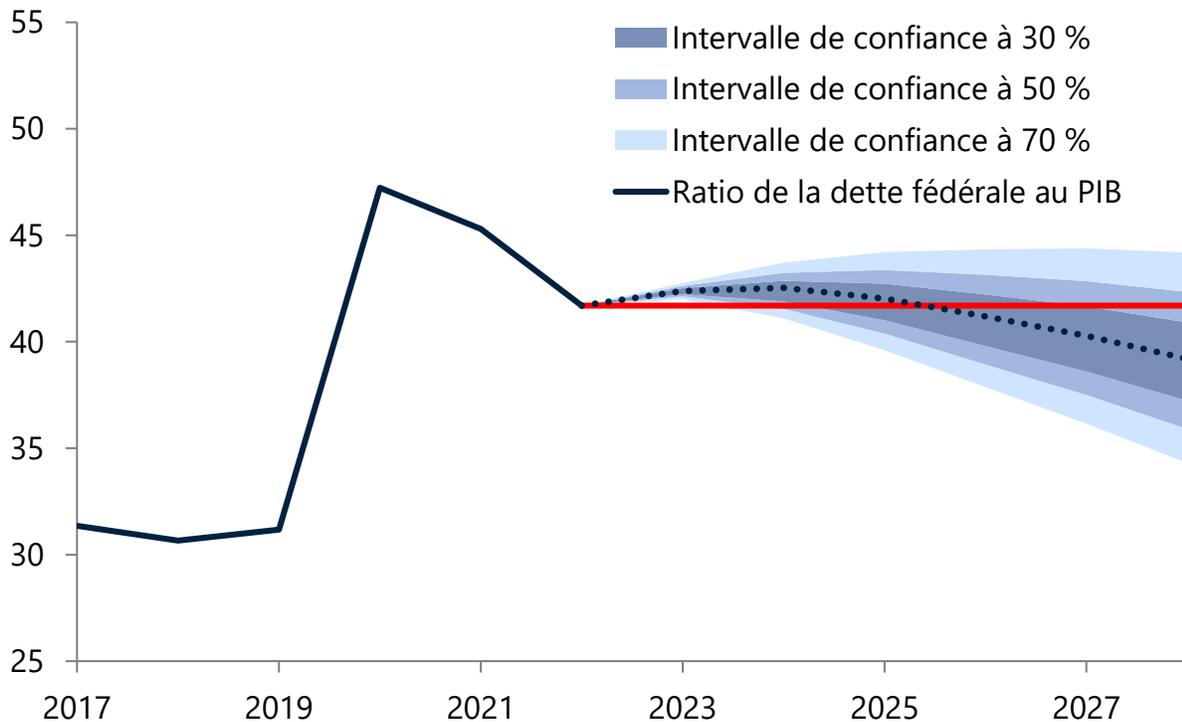
La période de prévision va de 2023 à 2028.

Compte tenu des résultats économiques possibles associés à notre projection de base, et selon l'hypothèse de statu quo, nous estimons qu'un intervalle de confiance de 70 % situerait le ratio de la dette fédérale au PIB

en 2028-2029 entre 34,3 % et 44,2 % (figure 3). Nous estimons qu’il y a 69 % de chances qu’en 2028-2029, le ratio de la dette fédérale au PIB soit inférieur à son niveau de référence de 41,7 % de 2022-2023.

Figure 3

Incertitude relative aux perspectives du ratio de la dette fédérale au PIB, en pourcentage



Description textuelle :

Les données de cette figure sont disponibles dans l’onglet « Figure 3 » du [dossier d’accessibilité](#).

Source :

Finances Canada, Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les séries sont présentées sur la base d’un exercice financier (2023 correspond à l’exercice 2023-2024). La période de prévision va de 2023-2024 à 2028-2029. La ligne rouge correspond au niveau du ratio de la dette fédérale au PIB en 2022-2023.

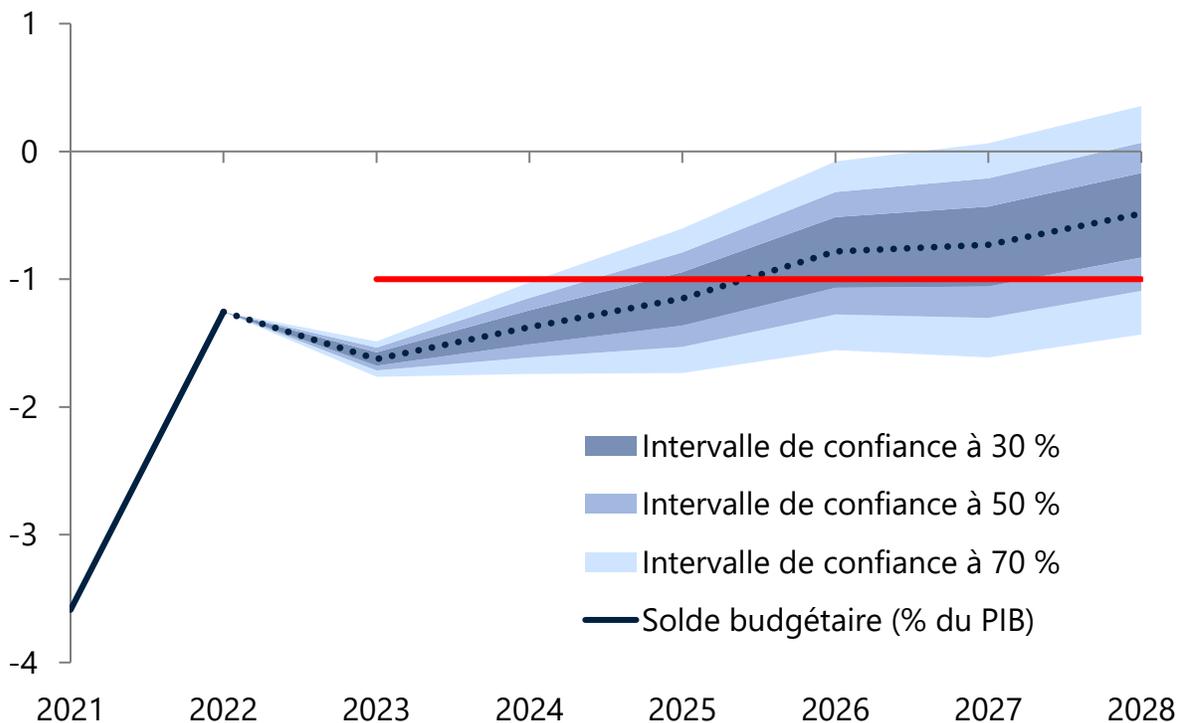
Selon l’hypothèse du statu quo, nous estimons qu’un intervalle de confiance de 70 pour cent pour le solde budgétaire en pourcentage du PIB en 2026-2027 – la première année du seuil de déficit de 1 % du PIB établi

par le gouvernement – se situerait entre un déficit de 1,6 % et de 0,1 % (figure 4). Nous estimons qu’il y a une probabilité de 38 % que le déficit dépasse son seuil de 1 % en 2026-2027.

En 2028-2029, nous estimons qu’un intervalle de confiance de 70 % pour le solde budgétaire se situerait entre un déficit de 1,4 % du PIB et un excédent de 0,4 % du PIB. Nous estimons qu’il y a une probabilité de 28 % que le déficit dépasse son seuil de 1 % en 2028-2029.

Figure 4

Incertitude entourant les perspectives pour le solde budgétaire, en pourcentage du PIB



Description textuelle :

Les données de cette figure sont disponibles dans l’onglet « Figure 4 » du [dossier d’accessibilité](#).

Source :

Finances Canada, Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note :

Les séries sont présentées sur la base d’un exercice financier (2023 correspond à l’exercice 2023-2024). La période de prévision va de 2023-2024 à 2028-2029. La ligne

rouge correspond au seuil de déficit de 1 % du PIB établi par le gouvernement (en vigueur à compter de 2026-2027).

Annexe A : Perspectives économiques détaillées

% sauf indication contraire	Réel	Prévision					
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Croissance du PIB réel							
mars 2024	3,8	1,1	0,8	2,4	2,2	2,1	2,0
octobre 2023	3,4	1,2	0,7	2,4	2,3	2,1	1,9
Croissance du PIB potentiel							
mars 2024	1,4	2,1	2,5	2,0	1,9	1,9	1,9
octobre 2023	1,3	2,2	2,2	1,9	1,9	1,9	1,9
Inflation du PIB							
mars 2024	7,7	1,3	2,1	1,6	1,8	2,0	2,0
octobre 2023	7,2	1,3	2,9	1,5	1,9	1,9	1,9
Croissance du PIB nominal							
mars 2024	11,8	2,4	3,0	4,0	4,0	4,1	4,1
octobre 2023	10,9	2,5	3,6	4,0	4,2	4,1	3,9
PIB nominal (milliard de \$)							
mars 2024	2 813	2 880	2 966	3 086	3 210	3 343	3 479
octobre 2023	2 813	2 885	2 990	3 109	3 241	3 373	3 506
Taux des bons du Trésor à 3 mois							
mars 2024	2,4	4,8	4,2	2,6	2,5	2,5	2,5
octobre 2023	2,4	4,8	4,2	2,6	2,5	2,5	2,5
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans							
mars 2024	2,8	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
octobre 2023	2,8	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3
Taux de change (cents US / \$ CAN)							
mars 2024	76,9	74,1	75,3	76,1	76,8	77,4	77,7
octobre 2023	76,9	74,6	76,4	77,7	79,1	79,9	80,3
Taux de chômage							
mars 2024	5,3	5,4	5,9	5,8	5,7	5,6	5,5
octobre 2023	5,3	5,4	5,9	5,9	5,7	5,6	5,6
Inflation de l'IPC							
mars 2024	6,8	3,9	2,4	1,9	1,9	1,9	2,0
octobre 2023	6,8	4,0	2,8	1,9	1,9	1,9	1,9
Croissance du PIB réel américain							
mars 2024	1,9	2,5	2,1	1,7	1,8	1,8	1,8
octobre 2023	2,1	2,2	1,1	1,7	1,8	1,8	1,8
Prix du pétrole WTI (\$ US)							
mars 2024	95	78	74	70	70	71	72
octobre 2023	95	82	83	77	78	80	82

Source : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres du PIB nominal d'octobre 2023 ont été redressés de façon à tenir compte des révisions des données antérieures.

Annexe B : Composition du PIB nominal

% du PIB	Réel	Prévision					
	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Parts des dépenses							
Dépenses de consommation finale des ménages	52,4	54,1	54,3	54,8	55,3	55,6	55,9
Dépenses des institutions sans but lucratif au service des ménages	1,5	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	20,7	21,2	21,0	20,7	20,6	20,5	20,4
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	3,7	3,9	3,8	3,8	3,8	3,7	3,7
Investissements résidentiels	8,6	7,7	7,3	7,0	7,2	7,5	7,7
Formation brute de capital fixe non résidentiel des entreprises	10,9	11,2	11,3	11,3	11,4	11,5	11,6
Investissements en stocks	2,1	0,8	0,3	0,6	0,6	0,5	0,3
Exportations de biens et services	33,8	33,4	33,0	32,5	32,3	32,1	31,9
Importations de biens et services	33,7	33,9	32,7	32,2	32,7	33,0	33,3
Parts des revenus							
Rémunération des salariés	49,3	51,2	51,1	50,7	51,0	51,2	51,2
Revenu mixte net	8,4	8,9	8,9	8,8	8,8	8,8	8,9
Bénéfices des sociétés avant impôts	13,0	10,3	9,6	10,5	9,9	9,6	9,4
Revenu des investissements	3,0	2,2	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
Consommation de capital fixe	16,3	16,8	16,5	16,1	16,3	16,2	16,2
Impôts moins les subventions sur la production	3,7	3,9	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0
Impôts moins les subventions sur les produits et les importations	6,5	6,8	7,1	7,3	7,4	7,6	7,7

Source : Statistique Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Annexe C : Perspectives de revenus détaillées

Milliards de \$	Réel	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Impôts sur le revenu							
Impôt sur le revenu des particuliers	207,9	216,5	227,2	237,8	249,5	261,7	273,2
Impôt sur le revenu des sociétés	93,9	79,2	82,1	85,3	85,2	86,5	91,6
Impôt sur le revenu des non-résidents	13,2	12,8	13,0	13,5	13,9	14,4	14,9
Impôt total sur le revenu	315,0	308,5	322,3	336,6	348,5	362,6	379,7
Taxes et droits d'accise							
Taxe sur les produits et services	46,0	51,5	52,7	54,4	56,6	58,9	61,2
Droits de douane à l'importation	6,1	5,3	6,1	6,6	7,2	7,5	7,9
Autres taxes et droits d'accise	12,2	12,8	13,2	13,5	13,7	14,0	14,2
Total des taxes et droits d'accise	64,2	69,6	72,0	74,4	77,5	80,4	83,3
Autres revenus fiscaux	0,0	2,6	1,4	1,3	4,1	3,7	3,7
Produits issus de la redevance sur les combustibles	8,0	10,8	13,3	15,1	16,9	18,7	20,1
Cotisations d'AE	26,9	28,9	30,3	30,3	31,2	32,4	33,6
Autres revenus							
Sociétés d'État entreprises	6,5	4,5	10,5	14,2	16,4	17,8	19,6
Autres programmes	25,9	28,9	30,4	29,7	30,0	30,7	31,8
Revenu net des opérations de change	1,3	3,7	3,0	2,3	2,9	4,2	4,7
Total des autres revenus	33,6	37,0	43,9	46,2	49,2	52,7	56,1
Total des revenus budgétaires	447,8	457,4	483,2	503,9	527,3	550,6	576,5
Pour cent du PIB							
Total – revenus fiscaux	13,5	13,2	13,3	13,4	13,4	13,4	13,4
Produits du régime de tarification de la pollution	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Autres revenus	1,2	1,3	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6
Total – revenus budgétaires	15,9	15,9	16,3	16,3	16,4	16,5	16,6

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe D : Perspectives détaillées des dépenses

Milliards de \$	Réel	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Principaux transferts aux personnes							
Prestations aux aînés	69,4	76,2	80,9	85,6	90,4	95,1	99,7
Prestations d'assurance-emploi	21,8	22,6	26,0	26,2	26,9	27,7	28,4
Soutien au revenu pour les travailleurs touchés par la COVID-19	-3,5	-3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	24,6	26,1	27,4	29,0	29,6	30,2	30,9
Total	112,2	121,4	134,4	140,8	146,9	153,0	159,0
Principaux transferts aux autres administrations							
Transfert canadien (TC) en matière de santé	47,1	49,4	52,1	54,7	57,4	60,3	62,7
TC en matière de programmes sociaux	15,9	16,4	16,9	17,4	17,9	18,5	19,0
Péréquation	21,9	24,0	25,3	26,0	27,0	28,1	29,2
Formule de financement des territoires	4,6	4,8	5,2	5,5	5,8	6,0	6,3
Accords sur la santé avec les provinces et les territoires	1,2	4,3	4,3	4,3	4,3	3,1	2,5
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	4,5	5,6	6,6	7,9	7,9	7,7	7,7
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6
Autres transferts aux gouvernements	-6,8	-6,8	-7,2	-7,6	-8,0	-8,4	-8,8
Total	90,8	100,1	105,5	110,8	114,8	117,9	121,3
Frais de carburant retourné	7,0	11,7	13,7	15,7	17,5	19,1	20,3
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	98,9	89,9	91,1	92,9	95,0	98,8	102,4
Charges de fonctionnement	129,6	126,9	124,4	123,4	121,6	125,8	130,1
Total des charges de programmes directes	228,5	216,8	215,5	216,2	216,6	224,6	232,6
Total des charges de programmes	438,6	450,0	469,1	483,5	495,8	514,5	533,3
Frais de la dette publique	35,0	46,7	52,1	52,9	56,5	59,5	62,0
Total des charges, excluant les pertes actuarielles nettes	473,5	496,7	521,2	536,4	552,4	574,1	595,2
Pertes actuarielles nettes	9,6	7,6	2,8	3,1	0,1	0,9	-1,8
Pour cent du PIB							
Principaux transferts aux particuliers	4,0	4,2	4,5	4,6	4,6	4,6	4,6
Principaux transferts aux autres administrations	3,2	3,5	3,6	3,6	3,6	3,5	3,5
Frais de carburant retourné	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Charges de programmes directes	8,1	7,5	7,3	7,0	6,7	6,7	6,7
Total des charges de programmes	15,6	15,6	15,8	15,7	15,4	15,4	15,3

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe E : Compte des opérations de l'assurance-emploi

Milliards de \$	Réel	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Revenus							
Cotisations d'assurance-emploi	26,9	28,9	30,3	30,3	31,2	32,4	33,6
Cotisations des employés fédéraux	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Total des revenus	27,4	29,4	30,8	30,9	31,7	32,9	34,2
Dépenses							
Prestations	21,8	22,6	26	26,2	26,9	27,7	28,4
Frais d'administration	2,7	2,8	2,8	2,9	3,0	3,1	3,2
Dépenses totales	24,5	25,4	28,9	29,2	29,9	30,8	31,7

	2022	2023	2024	2025	2026	(...)	2030	2031
Solde annuel	1,2	4,2	2,8	1,6	1,7		3,3	3,7
Solde cumulé	-24,7	-20,4	-17,6	-16,0	-14,2		-3,5	0,2
Taux de cotisation (par tranche de 100 \$ de rémunération assurables)	1,58	1,63	1,66	1,61	1,58		1,58	1,58

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué. La période de prévision s'étend de 2023 à 2031.

Annexe F : Charges de programmes directes

Milliards de \$	Réel	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Autres paiements de transfert							
Subvention salariale d'urgence du Canada	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres paiements	99,2	89,9	91,1	92,9	95,0	98,8	102,4
Total des autres paiements de transfert	98,9	89,9	91,1	92,9	95,0	98,8	102,4
Dépenses de fonctionnement							
Dépenses personnelles	65,2	66,3	66,9	67,5	66,6	69,1	70,9
Sociétés d'État consolidée	8,0	8,5	9,0	8,9	8,1	8,3	8,6
Autres dépenses de fonctionnement	50,7	45,8	41,7	39,5	38,9	39,4	41,1
Total des dépenses de fonctionnement	124,0	120,7	117,5	115,8	113,6	116,8	120,7
Charges d'amortissement des immobilisations	5,6	6,2	6,8	7,5	8,0	9,0	9,4
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	129,6	126,9	124,4	123,4	121,6	125,8	130,1
Total des charges de programmes directes	228,5	216,8	215,5	216,2	216,6	224,6	232,6

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe G : Perspectives concernant la dette fédérale

Milliards de \$ sauf indication contraire	Réel	Prévision					
	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Dettes portant intérêt							
Dettes contractées sur les marchés*	1 259,9	1 349,5	1 462,8	1 568,1	1 658,4	1 750,3	1 829,1
Régimes de retraite et autres avantages futurs	351,7	358,8	355,7	359,6	364,7	371,2	378,8
Autres passifs	5,1	5,5	5,9	6,4	6,7	7,1	7,4
Dettes portant intérêt	1 616,8	1 713,8	1 824,4	1 934,0	2 029,9	2 128,6	2 215,3
Créditeurs et charges à payer	259,4	269,3	280,8	293,7	307,9	325,5	344,3
Comptes d'opérations de change passif	44,2	44,0	43,3	43,6	43,6	43,6	43,6
Dérivés	4,7	3,1	3,5	3,4	3,4	3,4	3,4
Total des passifs	1 925,0	2 030,1	2 152,0	2 274,7	2 384,7	2 501,0	2 606,6
Actifs financiers	642,3	695,8	772,8	855,8	936,4	1 023,8	1 107,7
Actifs non financiers	109,7	113,6	117,7	121,8	126,1	130,6	135,2
Total des actifs	752,0	809,4	890,4	977,6	1 062,5	1 154,4	1 243,0
Dettes fédérales (obligations moins actifs)	1 173,0	1 220,7	1 261,5	1 297,1	1 322,2	1 346,6	1 363,6
Dettes fédérales (% du PIB)	41,7	42,4	42,5	42,0	41,2	40,3	39,2
Dettes contractées sur les marchés : sociétés d'État mandataires*	317,8	310,8	311,9	323,4	335,6	341,2	346,9
Besoins d'emprunt, de la Loi autorisant certains emprunts	1 577,8	1 660,4	1 774,7	1 891,5	1 994,0	2 091,4	2 176,0

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : * Les exigences d'emprunt en vertu de la *Loi autorisant certains emprunts* concernent la somme de la dette contractée sur les marchés par le gouvernement du Canada et les sociétés d'État mandataires. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe H : Comparaison des perspectives par rapport à celles d'octobre 2023

Milliards de \$	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	0,7	0,5	0,3	0,6	0,9	1,2
Impôt sur le revenu des sociétés	-3,3	-2,1	-0,4	-0,6	-1,5	0,2
Impôt sur le revenu des non-résidents	-0,7	-0,3	0,2	0,1	0,1	0,2
Impôt total sur le revenu	-3,3	-1,9	0,1	0,1	-0,5	1,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-0,3	-0,4	-0,4	-0,1	0,0	0,1
Droits de douane à l'importation	-1,4	-1,1	-0,8	-0,6	-0,6	-0,5
Autres taxes et droits d'accise	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total des taxes et droits d'accise	-1,7	-1,4	-1,1	-0,7	-0,4	-0,3
Autres revenus fiscaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,1	0,2	0,2	0,2	0,6	0,5
Cotisations d'AE	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2
Autres revenus	4,0	4,6	6,0	6,8	9,6	11,1
Total des revenus budgétaires	-1,0	1,6	5,2	6,6	9,5	13,1
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	0,0	-0,2	0,2	0,7	0,9	1,0
Prestations d'AE	-0,7	0,5	0,6	0,7	0,8	0,7
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	-0,2	0,1	0,7	0,5	0,6	0,7
Total	-1,7	0,4	1,5	2,0	2,2	2,5
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres transferts aux gouvernements	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,1
Total	0,7	0,5	0,5	0,4	0,5	-0,1
Frais de carburant retourné	-0,2	-0,7	0,8	0,7	1,0	0,7
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	-0,4	2,7	2,7	4,9	5,6	6,7
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	-0,1	1,7	3,3	0,4	0,8	0,6
Total des charges de programmes directes	-0,5	4,3	6,0	5,3	6,5	7,3
Total des charges de programmes	-1,8	4,6	8,7	8,4	10,2	10,3
Frais de la dette publique	0,3	5,1	5,5	7,0	9,1	10,8
Total des charges	-1,4	9,7	14,2	15,4	19,3	21,2
Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	0,4	-8,1	-9,0	-8,8	-9,8	-8,1

Pertes actuarielles nettes	0,7	-0,6	1,6	1,2	0,6	0,6
Solde budgétaire	-0,3	-7,6	-10,6	-10,0	-10,3	-8,7
Dettes fédérales	5,4	13,0	23,6	33,6	44,0	52,6

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total.

Annexe I : Comparaison des perspectives par rapport à celles de l'Énoncé économique de l'automne de 2023

Milliards de \$	Prévision					
	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	-1,5	3,0	3,5	3,8	3,9	3,6
Impôt sur le revenu des sociétés	-0,6	-3,0	-1,6	-4,1	-6,1	-3,4
Impôt sur le revenu des non-résidents	-0,6	-0,5	0,1	0,4	0,5	0,6
Impôt total sur le revenu	-2,7	-0,5	2,0	0,1	-1,7	0,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	-0,6	-0,9	-0,5	0,0	0,2	0,2
Droits de douane à l'importation	-0,9	-0,4	-0,2	0,0	0,0	0,2
Autres taxes et droits d'accise	0,3	0,4	0,6	0,7	0,8	0,9
Total des taxes et droits d'accise	-1,2	-0,9	-0,3	0,7	1,1	1,3
Autres revenus fiscaux	2,5	-0,3	0,3	0,3	0,3	0,6
Produits issus de la redevance sur les combustibles	0,4	0,4	0,0	-0,2	-0,7	-1,2
Cotisations d'AE	0,0	0,6	0,3	0,3	0,5	0,4
Autres revenus	2,2	0,5	-0,8	-1,2	-0,1	0,7
Total des revenus budgétaires	1,2	-0,2	1,5	-0,1	-0,4	2,7
Principaux transferts aux personnes						
Prestations aux aînés	0,7	-0,2	-0,6	-1,0	-1,2	-1,6
Prestations d'AE	0,4	-0,5	-0,9	-0,5	-0,3	-0,7
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs	-0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allocation canadienne pour enfants	0,5	0,1	0,1	-0,6	-1,1	-1,3
Total	0,8	-0,5	-1,4	-2,1	-2,6	-3,5
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Péréquation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,2
Formule de financement des territoires	0,0	0,0	0,1	0,3	0,3	0,5
Autres transferts aux gouvernements	-0,2	-0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3
Total	-0,2	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Frais de carburant retourné	0,5	0,4	0,0	-0,2	-0,7	-1,2
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	5,7	0,1	-1,6	-1,1	-0,8	-0,2
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations	1,0	2,5	1,7	-0,2	3,1	4,0
Total des charges de programmes directes	6,7	2,5	0,0	-1,4	2,4	3,9
Total des charges de programmes	7,8	2,3	-1,3	-3,6	-1,0	-0,8
Frais de la dette publique	0,2	-0,3	-0,4	1,4	1,1	1,3
Total des charges	8,0	2,0	-1,7	-2,1	0,2	0,4

Solde budgétaire avant les pertes actuarielles nettes	-6,8	-2,3	3,2	2,1	-0,6	2,3
Pertes actuarielles nettes	0,0	0,2	0,5	0,1	0,0	0,7
Solde budgétaire	-6,8	-2,4	2,8	2,0	-0,6	1,5
Dettes fédérales	4,5	6,9	4,2	2,2	2,8	1,4

Source : Finances Canada et Bureau du directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total.

Notes

¹ À la suite d'une baisse de 1,1 % (taux annualisé) du PIB réel par dépense au cours du troisième trimestre, l'estimation anticipée de décembre de Statistique Canada pour le PIB réel par industrie porte à croire que l'économie a augmenté de 1,2 % (taux annualisé) au quatrième trimestre de 2023.

² Mesurée par les variations d'une année à l'autre de l'indice des prix à la consommation (IPC).

³ Selon les attentes du marché financier le 21 février, la probabilité que la Banque du Canada abaisse son taux directeur de 25 points de base en avril était de 31 %.

Nous nous attendons toujours à ce que la Banque commence à abaisser son taux directeur à l'occasion de son annonce d'avril, comme nous l'avons dit dans nos perspectives d'octobre. Notre opinion au moment de notre projection d'automne tenait compte de la fonction de réaction de la politique monétaire et de notre jugement.

Au cours des cinq derniers mois, l'inflation de l'IPC a été plus basse que ce à quoi nous nous attendions dans nos perspectives d'octobre et la croissance trimestrielle du PIB réel en 2023 a été légèrement supérieure (en moyenne).

Notre mesure favorite de l'inflation de base, « IPCX », qui exclut les huit composantes les plus volatiles de l'IPC – y compris les intérêts sur prêts hypothécaires – ainsi que l'incidence des modifications des impôts indirects, s'établissait en moyenne à 1,6 % (d'un mois à l'autre, selon des taux annuels désaisonnalisés) au cours des cinq derniers mois, moins que les 2,5 % auxquels nous nous attendions dans nos perspectives d'octobre.

Même si notre opinion actuelle est conforme à notre modèle et à notre jugement antérieur, il y a un risque que la Banque du Canada retarde la baisse de son taux directeur. Toutes choses égales par ailleurs, un retard de deux à trois mois (c'est-à-dire commencer à abaisser le taux directeur à la date de l'annonce de juin ou de juillet) n'aurait pas une incidence considérable sur nos perspectives.

⁴ La révision de l'inflation du PIB reflète une révision à la baisse de nos perspectives pour les prix des produits de base et une inflation de l'IPC plus faible que prévu.

⁵ Avec la publication des Comptes économiques provinciaux et territoriaux de novembre 2023, le niveau du PIB nominal en 2022 a été révisé à la hausse de 1,1 % (30,6 milliards de dollars) par rapport à l'estimation de Statistique Canada au moment de nos PEF d'octobre 2023.

⁶ Cette année, les comptes publics ont été déposés le 24 octobre, soit sept mois après la clôture de l'exercice financier. [Comme il est indiqué dans les rapports précédents](#), le Canada ne répond toujours pas à la norme de pratique avancée des lignes directrices du Fonds monétaire international en matière de rapports financiers, dans lesquelles il est recommandé que les gouvernements publient leurs états financiers annuels dans les six mois après la fin de l'exercice.

⁷ Ce montant comprend les estimations, par le DPB, du coût des mesures incluses dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023. Ces mesures sont généralement conformes aux estimations du gouvernement.

⁸ Cela est conforme aux nouvelles normes comptables pour les instruments financiers entrées en vigueur en 2022-2023. Voir la note 3 du [Rapport financier annuel du gouvernement du Canada, Exercice 2022-2023](#) pour en savoir plus.

⁹ Les exigences d'emprunt projetées pour le gouvernement au cours de chaque année reflètent le déficit budgétaire prévu ainsi que les opérations non budgétaires comme les prêts, les placements et les avances aux sociétés d'État entreprises. Dans l'Énoncé économique de l'automne de 2023, les prêts, les placements et les avances aux sociétés d'État entreprises représentaient environ 65 % des exigences d'emprunt non budgétaires totales, en moyenne, dont la plupart étaient liées à l'achat d'obligations hypothécaires du Canada.

¹⁰ À l'exclusion des nouvelles mesures, nous avons révisé à la hausse les charges de programme directes de 3,3 milliards de dollars par année, en moyenne, afin de tenir compte des crédits d'impôt remboursables plus importants, ainsi que des dépenses de fonctionnement plus élevées (les dépenses accrues en personnel et les autres dépenses de fonctionnement). Notre révision à la hausse des dépenses en personnel s'explique par des changements apportés aux hypothèses actuarielles qui augmentaient les coûts projetés des services de pension et de prestations de la fonction publique. Les autres dépenses de fonctionnement devraient être plus élevées, à la lumière des résultats des Comptes publics 2022-2023.

Les principaux transferts aux particuliers devraient être plus élevés de 1,1 milliard de dollars par année en moyenne afin de tenir compte de l'augmentation des paiements liés aux prestations aux aînés, à l'Allocation canadienne pour enfants, et prestations d'assurance-emploi.

¹¹ Les dépenses liées aux mesures déjà annoncées dont les coûts n'ont pas été annoncés publiquement par le gouvernement, comme la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, pourraient poser un risque important pour nos perspectives du statu quo.

Cependant, compte tenu de l'absence de détails et de l'éventail des répercussions budgétaires possibles, l'ampleur de ce risque est inconnue et, dans une certaine mesure, elle pourrait être reflétée en partie dans nos perspectives par l'intermédiaire de dispositions budgétaires passées et de

mises à jour en tant que mesures non annoncées pour « des décisions prévues du Cabinet qui n'ont pas encore été prises (y compris le recours à de telles provisions provenant de mises à jour ou de budgets antérieurs) et pour des décisions de financement liées aux questions de sécurité nationale, de sensibilité de données commerciales, de négociation de conventions et de litiges ».

¹² Pour obtenir plus de détails concernant l'approche utilisée afin de construire des intervalles de confiance pour nos projections économiques et budgétaires, voir l'[Évaluation de l'incidence des mesures du budget de 2021](#) par le DPB.

Comme nous l'avons mentionné dans nos rapports précédents, l'une des limites clés des distributions des composantes budgétaires réside dans le fait qu'elles ne tiennent compte que de l'incertitude « économique ». Elles ne tiennent pas compte de l'incertitude liée à la déclinaison des projections économiques en projections financières; des interventions discrétionnaires de la politique monétaire liées à différents résultats économiques; ou des risques non économiques.

RP-2324-027-S_e

T_RP_3.0.0

© Bureau du directeur parlementaire du budget, Ottawa, Canada, mars 2024